

SOMMAIRE

Article 1. OBJET DU MARCHE-DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 1.1. Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur
- 1.2. Tranches et lots

Article 2. GESTION DU COMPTE PRORATA

Article 3. RESERVATIONS, REBOUCHAGES ET SCELLEMENTS

Article 4. IMPLANTATION DES OUVRAGES

- 4.1. Piquetage général
- 4.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés
- 4.3. Traits de niveau

Article 5. PRÉCONISATIONS PANDEMIE/COVID 19

Article 6. ETANCHEITE À L'AIR

- 6.1 Définition
- 6.2 Généralités
- 6.3 Tests d'étanchéité
- 6.4 Valeur prises en compte RT 2012
- 6.5 Réglementation Thermique
- 6.6 Recommandations et coordination

Article 7. CHARTE CHANTIER A FAIBLE IMPACT ENVIRONNEMENTAL

- 7.1 Définition des objectifs du chantier à faible impact environnemental
- 7.2 Modalité de mise en place et de signature
- 7.3 Respect de la réglementation
- 7.4 Rôle des acteurs du chantier à faible impact environnemental
- 7.5 Organisation du chantier
- 7.6 Contrôle et suivi de la démarche environnemetale
- 7.7 Limitation des nuisances causées aux riverains
- 7.8 Limitation des pollutions de proximité
- 7.9 Limitation des risques sur la santé liés aux produits et matériaux
- 7.10 Limitation des risques consommations des ressources
- 7.11 Gestion et collecte sélective des déchets
- 7.12 Engagement de l'entreprise
- 7.13 Mesures coercitives

Construction d'un Pôle VNF à GAMBSHEIM -
Cahier des Prescriptions Communes (CPC)

Article 1. OBJET DU MARCHE-DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur

Les stipulations du présent cahier des prescriptions communes communes (CPC) concernent la construction d'un Pôle VNF regroupant le CARING et les locaux de l'UT Strasbourg-Rhin à GAMBSHEIM

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CTP)

Le présent CPC complète certaines stipulations du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

1.2. Tranches et lots

1.2.1 Décomposition en tranches

Il est prévu un découpage en plusieurs tranches qui sont définies dans le document de phasage travaux.

1.2.2 Décomposition en 21 lots

- 1 TERRASSEMENT / VOIRIE / RESEAUX ENTERRES
- 2 GROS ŒUVRE
- 3 ETANCHEITE
- 4 ECHAFAUDAGES
- 5 MENUISERIE EXTERIEURE BOIS
- 6 BRISES SOLEIL A LAMES ORIENTABLES
- 7 SERRURERIE
- 8 ASCENSEURS
- 9 PLATRERIE / FAUX-PLAFONDS / ISOLATION
- 10 ELECTRICITE
- 11 CHAUFFAGE / VENTILATION / CLIMATISATION
- 12 SANITAIRE
- 13 MENUISERIE INTERIEURE BOIS
- 14 MOBILIER BOIS SUR MESURE
- 15 CHAPES / CARRELAGE
- 16 PARQUET
- 17 PEINTURE
- 18 ESPACES VERTS
- 19 SCENOGRAPHIE / SIGNALETIQUE / IMPRESSION
- 20 FORAGES
- 21 NETTOYAGE DE FINITION

Construction d'un Pôle VNF à GAMBSHEIM -
Cahier des Prescriptions Communes (CPC)

Article 2. GESTION DU COMPTE PRORATA

Compte tenu d'une dévolution des marchés par lots séparés, le prix de l'offre de chaque lot doit comprendre les dépenses relatives à l'organisation matérielle et collective du chantier visées ci-dessous, dans le C.C.A.P. et dans le P.G.C.

En complément au C.C.A.P. et au P.G.C. ces dépenses seront, soient prises directement en charge par le lot désigné ci-dessous, soient réparties au prorata des marchés de travaux.

Le titulaire du lot Gros-œuvre assurera la gestion du compte-prorata et percevra à ce titre des frais de gestion fixés à 8% des dépenses portées au compte-prorata
(à titre indicatif les entreprises devront prévoir, une provision pour compte-prorata + frais de gestion de minimum 2% du montant des travaux).

S'il s'avérait que la provision mentionnée ci-dessus ne soit pas suffisante, chaque entreprise devra apporter un complément au prorata du montant de son marché et ceux sans possible recours, afin de couvrir toutes les dépenses communes.

Les quatre entreprises principales en montant de travaux, dont une au moins appartenant à un lot de finition, constitueront un comité de gestion pour décider de l'imputation des dépenses portées au compte-prorata. En cas de désaccord, la décision du maître d'œuvre sera prépondérante.
Des acomptes d'approvisionnement du compte prorata à raison de 1,5 % HT du HT de la situation précédente seront versés par toutes les entreprises au gestionnaire.
Les impayés des factures relatives à ce compte prorata pourront être retenus sur les acomptes et/ou le solde sans mise en demeure préalable.

Il est également indiqué que dans le cas de dépassement du délais de location des ouvrages communs (baraques de chantier, comptage, etc...), suite à des intempéries uniquement, les frais en découlant seront à la charge du compte prorata

Il est indiqué aux entreprises que le paiement des situations sera réalisé sous conditions de présentation pour les avec la situation d'une copie du chèque ou de l'ordre de virement acomptes du compte prorata

Nota : le lot 4 Echafaudage sera exempté du compte prorata

Construction d'un Pôle VNF à GAMBSHEIM -
Cahier des Prescriptions Communes (CPC)

RÉPARATION DES PRESTATIONS DU COMPTE PRORATA

Légende :

- MOA. = Maître d'Ouvrage
- C.P. = imputation de la dépense au compte-prorata
- Lot = prestation incluse dans l'offre du lot désigné, soit qu'elle est valorisée sous une position de la DPGF, soit qu'elle est prise en compte dans le calcul des frais généraux de l'opération
- etps = entreprises

Nota : ces prestations seront à réaliser par les entreprises concernées étant entendu que les y afférant seront à inclure dans leurs prix.

Imputation de la dépense	
C.P.	Lot concerné
X	<ul style="list-style-type: none"> - le panneau de chantier d'environ 3x4 m ht, avec inscriptions réglementaires, logo éventuel du chantier et inscription de la raison sociale, adresse, téléphone de tous les intervenants dans la conception, le contrôle technique, la réalisation, la sécurité protection santé. Une maquette sera produite par le maître d'œuvre. Mise en place pendant la période de préparation tous affichages réglementaires des consignes de sécurité selon demandes PGCSPS Fléchage circulation jusqu'au chantier à l'extérieur du chantier
	2
	<ul style="list-style-type: none"> - la préparation de la plate-forme de chantier sous la base vie
	1
	<ul style="list-style-type: none"> - la clôture de chantier sur la base vie et des différentes phases de chantier
	2
	<ul style="list-style-type: none"> - les frais de location de la clôture de chantier après travaux du lot gros-œuvre
	2
	<ul style="list-style-type: none"> - les éventuels frais de remise en état de la clôture de chantier suite à des dégradations volontaires (si le responsable n'est pas connu).
	2
	<ul style="list-style-type: none"> - la mise en place des modules vestiaires/réfectoires/bureaux réunion
	2
	<ul style="list-style-type: none"> - la mise en place des installation hygiène (sanitaires de chantier)
	2
	<ul style="list-style-type: none"> - les frais d'installation, de raccordements égout+eau+électricité, de repliement et de remise en état des lieux , des modules préfabriqués pour installations sanitaires , vestiaires, local de restauration pour ouvriers, bureau de chantier, compris mobilier, chauffage, brancard, poste de secours / infirmerie, casques, bottes, cirés pour les visiteurs, extincteurs et en règle générale tous les compléments définies dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
	2
	<p>Chaque entreprise fera son affaire du bungalow ou roulotte de chantier nécessaire au stockage éventuel de ses approvisionnements et du matériel nécessaire à la réalisation de ses ouvrages.</p>
	2
	<ul style="list-style-type: none"> - les branchements provisoires électriques pour la base vie avec départs chantier et grue ainsi que la maintenance
	2

Construction d'un Pôle VNF à GAMBSHEIM -
Cahier des Prescriptions Communes (CPC)

Imputation de la dépense		
	C.P.	Lot concerné
- la fourniture, la pose et la dépose d'un tableau général électrique provisoire de chantier avec comptage, départs en nombre suffisant : pour les coffrets divisionnaires à répartir sur le chantier par le titulaire du lot électricité, pour l'alimentation des coffrets des modules préfabriqués de la base de vie. Les installations seront attestées conformes aux normes par un bureau de contrôle, et adaptées à l'importance du chantier.		2
- les coffrets divisionnaires à répartir sur le chantier depuis le tableau général ci-dessus, l'éclairage du chantier et des circulations extérieures, l'adaptation, le déplacement des installations avec l'avancement des travaux, l'entretien et leur dépose		10
- les frais de déplacement éventuel des coffrets divisionnaires et/ou des points d'eau, les frais d'adjonction d'équipements	X	
- l'éclairage du chantier et des circulations extérieures, l'adaptation des installations avec l'avancement des travaux et leur dépose		10
- les branchements provisoires eau pour la base vie et pour les travaux		2
- la réalisation de branchement provisoire en eau pour alimentation du chantier y compris conduits isolées, robinets et comptage (nombres et localisation à définir en accord avec le SPS)		2
- la mise en service d'un branchement provisoire d'assainissement pour les bâtiments modulaires (liaison entre module et regard)		1
- les frais de location et de réparations éventuelles, de déplacements éventuels, des modules de chantier et de leurs équipements	X	
- les frais d'entretien et de désinfection de la base vie selon préconisation du PGC	X	
- les frais de location, déplacement éventuel et d'entretien de la base de vie, engendrés par le dépassement du délai fixé au calendrier général des travaux.	X des etps défaillantes	
- les frais de location et déplacement éventuels des coffrets divisionnaires et/ou des points d'eau, les frais d'adjonction d'équipements.	X	
- les éventuels frais de remise en état de la zone d'installation de chantier (si le responsable n'est pas connu)	X	
- les dépenses de consommation électricité-eau-internet, étant entendu que le lot gros-œuvre prend en charge les consommations électriques propres à la grue de chantier. L'entretien de ces installation.	X	

Construction d'un Pôle VNF à GAMBSHEIM -
Cahier des Prescriptions Communes (CPC)

- la fourniture, la pose et la dépose des panneaux de signalisation intérieure nécessaires à la sécurité du personnel de chantier (panneaux travaux à l'entrée de la zone ou des zones de travaux, panneaux chantier interdit au public, port du casque obligatoire, port de chaussures de sécurité obligatoire) , compris à partir de l'entrée du site, jusqu'aux différents points essentiels du chantier , une signalisation afin de guider en cas de besoin, les secours, établissement du plan de secours. Dépose et remise en état des lieux sur ordre donnés par la maîtrise d'œuvre.
- la signalisation de chantier depuis les axes routiers
- le piquetage général qui consiste à reporter sur le terrain la position des axes et files des principaux éléments de structure verticale, selon le plan d'implantation fourni par le maître d'œuvre, au moyen de piquets numérotés solidement fixés au sol, dont les têtes sont raccordées en plan et en altitude à des repères fixes
- L'ensemble des personnes amenées à circuler sur le chantier portera de façon visible, le nom de leur entreprise afin de pouvoir les identifier (flocage sur vêtements, badges, etc...)
- l'entretien de la voirie de chantier, zones de stockage et de déchargement et cantonnement (pendant les travaux de gros-œuvre)
- l'entretien de la voirie de chantier, zones de stockage et de déchargement et cantonnement (après les travaux de gros-œuvre)
- la fourniture, la pose et la dépose des protections collectives (rives des trémies dans planchers, garde-corps et rampes provisoires, rives des toitures terrasses, etc) , et en règle générale tous les dispositifs de sécurité intéressant les parties communes de chantier (autres que les échafaudages prévus au lot échafaudages sur l'ensemble des façades jusqu'à 1 m au-dessus des lignes d'acrotères) et définies d'une façon plus détaillée dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
- les descentes d'eaux pluviales provisoires intérieures y compris raccordement, entretien et dépose.

Imputation de la dépense	
C.P.	Lot concerné
	2
	2
	2
toutes les etps	
	2
X	
	2
	12

Construction d'un Pôle VNF à GAMBSHEIM -

Cahier des Prescriptions Communes (CPC)

- les frais de gestion des déchets de chantier, autres que les déblais provenant des terrassements, des travaux de démolition, de désamiantage et de démolition structurelle, réalisés par différents corps d'état et les grandes quantités de chutes de matériaux de certains corps d'état (béton, parpaings, étanchéités, plaques de plâtre, panneaux et rouleaux d'isolation, tuyauteries de toute nature, sols PVC, etc...) qui seront à évacuer par chaque corps d'état concerné . dans le cadre de son marché.

Ne seront entreposés dans les bennes à déchets que les emballages, les palettes non consignées, les petites chutes de matériaux, les bouteilles plastiques de boissons et les déchets non attribuables à tel ou tel lot.

Seront portés au compte-prorata, :

- la préparation d'une aire bétonnée ou enrobé existant sur emprise des bennes compris démolition en fin de chantier
- l'installation d'une clôture grillagée avec portail et portillon
- les frais d'installation et de location des conteneurs pour déchets
- la signalisation pour indication des déchets autorisés par conteneurs
- les frais de transport + conducteur vers différentes unités de traitement des conteneurs
- les frais de pesage, de valorisation et de recyclage
- le repliement en fin de chantier et de remise en état des lieux
- les frais d'encadrement (réunions d'information obligatoires, surveillance)

Chaque entreprise intervenant sur le site désignera un responsable environnement pour le chantier, qui devra s'assurer que son personnel respecte les règles de tri qui seront mises en place sur le site par la société gestionnaire des déchets.

Des pénalités pour le non respect de ces règles sont prévues dans le CCAP.

- les tests d'étanchéité à l'air complémentaires suite à des résultats non concluants (si les entreprises ont pu être clairement identifiées)

- les tests d'étanchéité à l'air complémentaires suite à des résultats non concluants (si les entreprises n'ont pu être clairement identifiées)

- les nettoyages de chantier pour pallier à d'éventuelles défaillances des autres entreprises si celles-ci n'ont pu être identifiées, compris les frais d'évacuation des bennes à ordures

Le maître d'oeuvre pourra demander ce nettoyage à tout moment s'il l'estime nécessaire sans l'accord du comité de gestion du compte prorata

- le nettoyage intérieur avant les OPR, comprenant l'enlèvement des gravats, déchets de toute sorte, l'enlèvement des protections légères sur certains ouvrages (cartons, polyanes, adhésifs, etc...), le balayage, l'aspiration des poussières sur sols, murs, plafonds et le balavage/lessivage de tous les sols

- le nettoyage intérieur de mise en service du bâtiment.

Imputation de la dépense	
C.P.	Lot concerné
X	
X des etps défailantes	
X	
X	
X	
	21

Construction d'un Pôle VNF à GAMBSHEIM -
Cahier des Prescriptions Communes (CPC)

Imputation de la dépense	
C.P.	Lot concerné
- le nettoyage extérieur des surfaces de voiries	1
- le nettoyage extérieur des surfaces d'espaces verts	1
- le nettoyage des toitures terrasses	3
- les charges de nettoyage liées au risque sanitaire de la pandémie Covid 19 Le nettoyage et la désinfection des équipements communs – dans le cas du risque sanitaire COVID 19- s'impute au compte-prorata : bungalows de chantier, sanitaires, réfectoire) ; en revanche, le nettoyage et la désinfection des postes de travail est à la charge de chaque entreprise.	
<i>PM : Mention spéciale anti- COVID : il sera prévu un nettoyage suivi d'une désinfection quotidienne des cantonnements et de la base vie en général à la charge du compte-prorata</i>	X
- les locaux pour dépôts et approvisionnements de matériaux et matériels nécessaires à la réalisation de ses ouvrages.	chaque etp suivant besoin
- la fermeture provisoire des locaux techniques	chaque etp suivant besoin
- l'installation, le déplacement en cours de travaux, la mise en sécurité et l'entretien d'appareils indépendants pour le préchauffage du chantier. Nombre et puissance des appareils suivant volumes à chauffer et température minimale requise pour l'exécution des travaux de certains lots. Ces appareils ne devront pas créer de dépôts sur les parois des locaux chauffés.	11
- les frais de location et de consommation des appareils indépendants pour assurer le préchauffage du chantier pendant la période hivernale La décision d'installation des appareils de préchauffage sera prise par le comité de gestion du compte prorata en cas de demande d'une entreprise. En cas de désaccord du comité de gestion du compte prorata sur la nécessité d'installation de ces appareils, la décision du maître d'œuvre sera prépondérante. Cependant l'installation de ces appareils se fera obligatoirement si la température des locaux où l'on intervient est ≤ à 14°C de jour comme de nuit. Les appareils fonctionneront de jour comme de nuit afin de permettre la mise en œuvre et le séchage des matériaux nécessitant une température minimale.	X
- la mise en place d'une connexion internet comprenant l'ouverture d'une ligne téléphonique, la location d'une box et les frais de consommation à un fournisseur d'accès, permettant l'accès en wifi à internet depuis la salle de réunion	X
- l'installation de 3 caméras filaires raccordées à la box et permettant l'accès à tout moment depuis internet via un code. Ces caméras devront résister aux intempéries. Leur positionnement sera défini en accord avec l'architecte de préférence en hauteur (sur des mâts, ou module de chantier, etc...)	X
- les frais de location d'un système de vidéo-surveillance du chantier	X

Construction d'un Pôle VNF à GAMBSHEIM -
Cahier des Prescriptions Communes (CPC)

Imputation de la dépense		
	C.P.	Lot concerné
- les frais de location et d'entretien de la base de vie, engendrés par le dépassement du délai fixé au calendrier général des travaux	X des etps défaillantes	
- les dégâts et vols d'origine indéterminée sur ouvrages réceptionnés (non compris sur matériaux et matériels approvisionnés ou ouvrages non réceptionnés). Il est précisé que conformément à l'article 17 du CCAG il n'est alloué à l'entrepreneur aucune indemnité au titre des pertes, avaries ou dommages sur les matériels/matériaux des entreprises intervenant sur le chantier. Ces dommages éventuels suite à des dégradations volontaires par des tiers feront l'objet d'une déclaration auprès de l'assurances de l'entreprise concernés. La responsabilité du Maître d'Ouvrage ne pourra en aucun cas être mise en œuvre.	X	
- la fermeture provisoire des portes d'accès principales au bâtiment, compris cylindres en nombre suffisant (cas des bâtiments neufs)	X	
- les frais de réparation des étanchéités percés pendant la phase des travaux et avant réception. Si le ou les responsables ne sont pas identifiés le Maître d'Œuvre indiquera au gestionnaire les entreprises présentes sur site au moment du sinistre et les frais leurs seront imputés. Il est également indiqué que chaque entreprise qui devait endommager les membranes d'étanchéité devront impérativement marquer la zone au feutre et en informer le Maître d'Œuvre au plus vite.	X des etps défaillantes	
- La fourniture seule de portes de chantier provisoire suivant indications du MOE	X	
- La pose seule de portes de chantier provisoire suivant indications du MOE		2
- L'entretien et la gestion des clés des portes de chantier	X	
- les cylindres provisoires de chantier yc dépose	X	
- Les livraisons nécessitant un stockage sur chantier feront l'objet d'une déclaration au pilote de chantier et devront respecter les zones de stockage attribuées sur chantier	toutes les etps	
- la mise en place d'un poste de nettoyage des toupies répondant aux exigences en vigueur en matière de respect de l'environnement		2
- la mise en place d'une air de lavage des engins des lots terrassements, voirie et espaces verts		1+18+20
- les frais afférents à la réalisation de surfaces/locaux/ouvrages témoins, prototype divers, etc..., avant exécution des travaux sur demande du Maître d'Œuvre afin de valider préalablement les prestations à exécuter		entreprises concernées

Construction d'un Pôle VNF à GAMBSHEIM -
Cahier des Prescriptions Communes (CPC)

- la démolition intégrale des surfaces témoins (murs, isolation, menuiserie, bardages, etc...) y compris évacuation des déchets
- les travailleurs devront disposer sur le chantier des plans transmis par la maîtrise d'œuvre, aux échelles et formats originaux
- en réunion de chantier, les représentants des entreprises devront disposer en version papier ou numérique du dernier compte-rendu, des pièces de marché et des plans d'exécution transmis par la maîtrise d'œuvre.
- la mise en place de protection de mise à distance sur les arbres conservés
Ces protections pourront être demandées aux lots 1 et 18 (suivant décision de l'architecte) étant indiqué que les frais seront imputés au compte prorata
- les frais de gestion électronique des documents par l'intermédiaire d'une plate forme informatique de gestion de l'information.
- tous les frais complémentaires demandés dans le plan général de coordination par le SPS
- les frais de gestion de ce compte-prorata

Imputation de la dépense	
C.P.	Lot concerné
	2
	toutes les entreprises
	toutes les entreprises
X	
X	
X	
X	

Construction d'un Pôle VNF à GAMBSHEIM -
Cahier des Prescriptions Communes (CPC)

Article 3. RESERVATIONS, REBOUCHAGES ET SCELLEMENTS

Les réservations, rebouchages et scellements, suivant la règle définie ci-dessous :

	Réservations		Rebouchage brut		Finition	
	par	aux frais	par	aux frais	par	aux frais
1. a) trous de toutes dimensions dans ouvrages neufs en béton ou maçonnerie porteurs (si prévus sur plans de synthèse)	G.O	G.O	G.O	G.O	G.O / Plâtrier	G.O / Plâtrier
b) dito a) mais oubliés ou mal positionnés par l'utilisateur	perçement G.O	X	G.O	X	G.O / Plâtrier	X(1)
2. a) trous de dimensions supérieurs à 0,25 x 0,25 dans maçonnerie de briques ou agglos non porteuse (si prévus sur plans de synthèse)	G.O	G.O	G.O	G.O	G.O / Plâtrier	G.O / Plâtrier
b) dito a) mais trous oubliés ou mal positionnés par l'utilisateur	perçement G.O	X	G.O	X	G.O / Plâtrier	X(1)
3. trous de dimensions inférieurs à 0,25 x 0,25 et saignées dans maçonnerie de briques ou agglos non porteuse	perçement X	X	X	X	G.O / Plâtrier	G.O / Plâtrier
4. Trous de toutes dimensions et saignées dans cloisons plâtre	perçement X	X	X	X	plâtrier	plâtrier
5. Trous de toutes dimensions et saignées dans doublage placo/polystyrène	perçement X	X	X	X	plâtrier	plâtrier
6. Calfeutrement autour des huisseries bois des portes intérieures	—	—	—	—	X	X
7. Dressement des feuillures sous dormant des menuiseries extérieures	G.O	G.O	X	X	X	X
8. Calfeutrement autour des baies PF ou CF	G.O	G.O	X	X	X	X

G.O = entreprise de Gros œuvre

NOTA :

On entend par (X) l'entreprise concernée par la tâche

1) si la phase de finition n'est pas entamée au moment du perçement , le GO ou le plâtrier assurera la finition
Si la phase de finition est achevée , c'est l'utilisateur qui supportera la finition à ses frais.

Le rebouchage des gaines techniques dans les planchers neufs est à la charge du lot gros-œuvre et sont compris dans le prix.

Article 4. IMPLANTATION DES OUVRAGES

4.1 Piquetage général

Le plan général d'implantation des ouvrages tel que défini à l'article 27.1 du C.C.A.G. est à la charge du maître d'oeuvre et fait partie des pièces constitutives du marché

Le piquetage général qui consiste à reporter sur le terrain la position des ouvrages définie par le plan général d'implantation est à faire exécuter par un géomètre agrémenté et approuvé par le pouvoir adjudicateur, aux frais du lot gros-oeuvre conformément à l'article 27.2.3 du C.C.A.G.

Les frais de recherche éventuelle des bornes délimitant les limites parcellaires et les frais découlant de la pose de bornes manquantes, incombent au pouvoir adjudicateur.

Chaque entreprise est responsable de l'implantation de ses propres ouvrages à partir des données fixées ci-dessus .

4.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

La position des ouvrages souterrains ou enterrés conservés doit figurer sur le plan général d'implantation des ouvrages et faire l'objet d'un piquetage spécial à la charge du lot gros-oeuvre conformément à l'article 27.3.1 du C.C.A.G.

Si des ouvrages souterrains ou enterrés non repérés par le piquetage spécial étaient découverts en cours d'exécution des travaux le lot gros-oeuvre appliquera les dispositions de l'article 27.3.3 du C.C.A.G. .

4.3 Traits de niveau

Le titulaire du lot gros-oeuvre devra matérialiser sur tous les murs et cloisons (en briques, béton ou plâtre) le niveau à + 1,00 m par rapport au niveau fini de tous les planchers, avec une tolérance de ± 3 mm sur l'ensemble du niveau.

Les ouvrages en béton ou maçonneries apparents devront être marqués avec des traits facilement nettoyables.

Tous les frais pouvant découler d'une erreur de niveau ou d'une reprise des parements tachés seront retenus sur les sommes dues au gros-oeuvre après constat contradictoire du préjudice.

L'entreprise chargée de réaliser les trait de niveau viendra contrôler mensuellement la présence de ces trait. Dans le cas où ils viendraient à ne plus être visible (recouvrement par divers doublage, etc...), elle devra le rematérialiser à ses frais.

Article 5. PRÉCONISTATIONS PANDEMIE/COVID 19

Il est rappeler aux entreprises qu'elles doivent tenir compte dans leurs prix de tous les frais liés aux préconisations :

- du protocole sanitaire des entreprises afin d'assurer la sécurité et la santé des salariés édité par le ministère du travail
- du guide OPPBTP de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de construction en période d'épidémie de coronavirus COVID 19
- des sujétions particulières définies dans le PGC

Le présent lot devra également tenir compte dans son prix des éventuels frais de location supplémentaires des matériels induit par les allongement des délais suite aux respect des préconisations précitées.

Il est bien entendu qu'il s'agit uniquement des frais liés à ses propres ouvriers et/ou sous-traitant.

Toutes les sujétions liées à l'installation de chantier seront prise mise en œuvre par le lot gros-œuvre et au frais di Maître d'Ouvrage.

Article 6. ETANCHEITE À L'AIR

6.1 Définition

L'étanchéité à l'air ou perméabilité à l'air d'une construction caractérise la sensibilité du bâtiment vis-à-vis des écoulements aérauliques parasites causés par les défauts d'étanchéité de son enveloppe, ou plus simplement tout défaut d'étanchéité non lié à un système de ventilation spécifique.

Elle se quantifie par la valeur du débit de fuite traversant l'enveloppe sous un écart de pression donné. » (Définition selon CSTB)

La non étanchéité à l'air peut se caractériser par une sensation d'air froid sur la peau, et donc un ressenti négatif sur le bâtiment.

Mais elle engendre surtout une surconsommation d'énergie.

6.2 Généralités

Les entreprises devront veiller à la bonne exécution de 2 points majeurs suivants :

- Etanchéité à l'air (fuites contrôlées)
- Continuité de l'isolation thermique (absence de pont thermique)

Par ailleurs, les entreprises devront veiller, d'une part, à assurer cette étanchéité lors du montage et de la pose de leur matériaux et matériels, et d'autre part, à ne pas dégrader les travaux réalisés en amont par les autres corps de métier.

Chaque entreprise devra obligatoirement la fourniture et la pose de tous les éléments complémentaires nécessaires à l'attente de l'objectif d'étanchéité à l'air du bâtiment et tous les calfeutrements nécessaires entre ses propres éléments et les éléments déjà mis en œuvre.

Construction d'un Pôle VNF à GAMBSHEIM -
Cahier des Prescriptions Communes (CPC)

6.3 Tests d'étanchéité

Des tests seront réalisés par une entreprise indépendante spécialisée, missionnée par le Maître d'Ouvrage et sous la direction de la maîtrise d'œuvre

Ces tests sont réalisés, avec une garantie de résultat, dans le cadre de la RT 2012.

Si les tests ne sont pas concluants, le coût des tests complémentaires sera à la charge du compte prorata et/ou des entreprises défaillantes si elles sont désignées.

Et ainsi de suite, jusqu'à obtention du résultat conforme.

- 1er test lors de la mise hors d'eau hors d'air : vérification de l'étanchéité GO + charpente + étanchéité + menuiserie essentiellement
- 2ème test juste avant les finitions : peinture, revêtement de sol et carrelage.

Le deuxième test ne pourra se faire que sur un bâtiment terminé (équipements électriques posés, plinthes posées, équipements sanitaires posés et siphon en eau, ventilation en service)

Nota : Si la médiocrité des travaux et donc des résultats impose des tests complémentaires le ou les lots défaillants en assumeront la charge financière.

6.4 Valeur prises en compte RT 2012

Perméabilité des bâtiments

- bâtiment : Q4 inférieur à 1,2 m³/(h.m²)

6.5 Réglementation Thermique

Suivant l'arrêté du 26 octobre 2010 et l'arrêté du 28 décembre 2012 portant sur la RT 2012.

6.6 Recommandations et coordination

Chaque entreprise devra fournir avant commencement des travaux ses recommandations L'étanchéité à l'air est obtenue par la qualité optimale de tous les colmatages de réseaux et de l'ensemble des assemblages entre différents matériaux.

Pour y parvenir, les techniques "traditionnelles" sont souvent inefficaces et des produits spécialisés existent sur le marché pour y remédier.

Chaque entrepreneur aura à s'équiper de celui qui correspond exactement à sa tâche, à son métier et à sa limite de prestation.

Le résultat final ne peut être obtenu que si l'ensemble des entreprises œuvre en ce sens et respectent les travaux des autres.

La propreté du chantier doit également être irréprochable pour y parvenir.

Pour information, le recours à la mousse de polyuréthane est inefficace à termes.

Son usage est donc interdit pour l'étanchéité.

Par ailleurs, toute dégradation de l'étanchéité à l'air induite par un passage de conduite ou autre percement devra être traitée et signalée à l'équipe de maîtrise d'œuvre

Article 7. CHARTE CHANTIER A FAIBLE IMPACT ENVIRONNEMENTAL

7.1 Définition des objectifs du chantier à faible impact environnemental

La commune de Duttlenheim, assurant la maîtrise d'ouvrage, a inscrit le projet de la démolition intégrale de l'actuelle foyer culturel et la construction de la nouvelle maison des arts et de la culture dans une démarche de développement durable, d'autant qu'il sera situé dans un secteur environnemental sensible.

Ainsi un chantier à faible impact environnemental est mis en place. Il est le prolongement naturel des efforts de qualité environnementale mis en place lors de la conception.

Tout chantier de construction génère des nuisances sur l'environnement proche constitué de milieu naturel, de jardins familiaux et d'équipements sportifs.

L'enjeu de la démarche est de limiter ces nuisances au bénéfice des riverains, des ouvriers et de l'environnement, ainsi que d'améliorer la qualité globale de la construction, notamment sur le traitement de l'étanchéité à l'air qui nécessite un état correct de propreté du chantier.

Cette charte est un engagement signé par tous : entreprise mandataire, entreprise sous-traitante, maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre.

Tout en restant compatibles avec les exigences liées aux pratiques professionnelles du BTP, les objectifs d'un chantier à faible impact environnemental sont de :

- réduire et gérer les déchets engendrés par le chantier,
- réduire les nuisances, pollutions et consommations de ressources naturelles nécessitées par le chantier.

La charte de chantier à faible impact environnemental concerne, entre autre :

- la vérification des propriétés des matériaux (récolte fiches techniques afin de pouvoir confirmer que les matériaux mis en œuvre respectent les CCTP et les prescriptions environnementales) ;
- la propreté du chantier, il appartient à chaque entreprise de maintenir le chantier en état de propreté ;
- la collecte des bordereaux de suivi des déchets de chantier.

7.2 Modalité de mise en place et de signature

7.2.1 Modalité de mise en place

La charte chantier à faible impact environnemental fait partie des pièces contractuelles du marché de travaux remis à chaque entreprise intervenant sur le chantier. Elle s'imposera au mandataire de chaque lot, à ses cotraitants éventuels et à ses sous-traitants. Les entreprises chiffreront dans leurs offres les dispositions contractuelles de la présente charte, même si celles-ci ne sont pas rappelées au CCTP, Cahier des Clauses Techniques Particulières.

7.2.2 Signature de la charge de chantier faible impacte environnemental

La charte chantier à faible impact environnemental est signée à la passation du marché par toutes les entreprises intervenant sur le chantier.

Construction d'un Pôle VNF à GAMBSHEIM -
Cahier des Prescriptions Communes (CPC)

7.3 Respect de la réglementation

Toutes les entreprises intervenant sur le chantier (sous-traitants compris) s'engagent à respecter la réglementation en vigueur notamment celle concernant le bruit des engins de chantier, l'élimination des déchets et les déversements d'huiles (cf. Annexe 1 : liste non exhaustive des textes applicables). Tout autre texte en vigueur à la date de signature des marchés devra être pris en compte et respecté.

7.4 Rôle des acteurs du chantier à faible impact environnemental

Responsable chantier à faible impact environnemental :

La responsabilité du chantier à faible impact environnemental sera attribuée au lot gros œuvre. Un responsable de ce lot sera nommé avant le début des interventions.

Le responsable de chantier à faible impact environnemental aura pour missions :

- de relever les compteurs d'eau et d'électricité du chantier une fois par mois et de transmettre les valeurs à la maîtrise d'œuvre,
- de relayer une information sur l'état de propreté du chantier.

Il pourra être invité par la maîtrise d'œuvre à participer aux réunions de chantier.

7.5 Organisation du chantier

L'organisation générale du chantier (accès, emplacement de la base de vie, etc.) se fera suivant les plans de chantier.

7.5.1 Gestion du trafic des véhicules de chantier :

Un accès chantier spécifique permettra de gérer les flux de véhicules et de piéton.

Le stationnement des véhicules du personnel de chantier devra être réduit et optimisé afin de produire le moins de gêne ou nuisance sur le site et pour les accès voisins.

Les entreprises chargées des approvisionnements seront tenues informées de la démarche qualité environnementale du chantier.

Les approvisionnements seront planifiés sur la journée afin d'éviter les livraisons aux heures de pointe ou à des heures susceptibles de créer des nuisances au voisinage.

Des panneaux indiqueront l'accès livraison.

7.5.2 Protection des matériaux :

Les entrées, les ouvrages et les matériaux seront protégés des intempéries et des chocs par un système approprié, tant au transport, au stockage qu'après la pose par chaque entreprise titulaire du lot correspondant.

L'entreprise reste responsable des dégradations apportées à ses ouvrages et aux ouvrages existants avant son intervention.

Le maître d'œuvre / OPC refusera le montage de matériaux endommagés et demandera leur remplacement.

Les tronçons de gaines doivent être livrés propres dégraissés et bouchonnés. Lors de l'interruption quotidienne du chantier, la section de gaine montée doit être nettoyée et obturée jusqu'à la reprise des travaux.

Les conduits de ventilation posés ou entreposés devront être bouchés afin d'éviter l'accumulation de poussières durant le chantier.

Si la ventilation est en fonctionnement durant le chantier, un dépoussiérage du réseau de ventilation par aspiro-brossage devra être effectué ainsi que le changement des filtres avant la réception.

Ces procédés sont nécessaires pour éviter la propagation de poussières, de moisissures et le développement de bactéries et garantir une qualité de l'air intérieur optimale.

Construction d'un Pôle VNF à GAMBSHEIM -
Cahier des Prescriptions Communes (CPC)

7.5.3 Validation des produits de construction :

Cette validation se portera sur des critères environnementaux tels les émissions et teneurs en composés organiques volatils (COV). Elle est nécessaire pour limiter les polluants dans l'air intérieur provenant des matériaux.

7.5.4 Protection des végétaux existants conservés :

Le site est arboré en sa périphérie et en son centre de nombreux sujets préservés dans le cadre du projet. Les lots terrassements, gros-oeuvre et voiries auront la responsabilité d'installer des protection de mise à distance et leurs entretien.

7.6 Contrôle et suivi de la démarche environnementale

Contrôle et suivi de la démarche environnementale :

La démarche environnementale implique qu'un dispositif de contrôle de la qualité environnementale des produits et des techniques soit mis en place.

7.6.1 Propreté du chantier :

Les entreprises sont responsables de la propreté du chantier en assurant un nettoyage quotidien.

La maîtrise d'œuvre / OPC, le coordinateur SPS et l'agent environnemental feront respecter une propreté de chantier nécessaire à la bonne réalisation des travaux et à la limitation des accidents du travail. Des mesures coercitives détaillées dans le CCAP seront appliquées aux entreprises ne respectant pas les consignes de limitations des nuisances et de propreté.

En cas de non-respect du nettoyage quotidien par les entreprises, le Maître d'œuvre / OPC ou le SPS pourront faire procéder aux opérations de nettoyage, sans mise en demeure préalable, par toute entreprise extérieure de son choix, aux frais de ou des entreprises défaillantes, ou, si l'entreprise ne peut être déterminée, par imputation des dépenses au compte de dépenses communes (prorata).

Le paiement de l'entreprise spécialisée (ou de l'entreprise du chantier) qui aura réalisé ce nettoyage, sera effectué par le compte prorata et imputé par le gestionnaire de celui-ci aux entreprises concernées indiquées par le maître d'œuvre / OPC. Il ne sera pas nécessaire, pour procéder à ces opérations, d'obtenir l'aval du comité de gestion du compte prorata ; seule la décision du maître d'œuvre / OPC fera foi.

Le lot Gros Œuvre nettoiera ses dalles à la fin de l'achèvement de ses ouvrages.

Le brûlage des déchets sur le chantier ainsi que l'enfouissement ou l'abandon des déchets sur le site sont formellement interdits et seront pénalisés.

7.6.2 Information du personnel de chantier :

Une réunion d'information sera organisée au démarrage du chantier portant sur la démarche environnementale du chantier et la gestion du chantier à faible impact environnemental. Toutes les entreprises devront être présentes.

Construction d'un Pôle VNF à GAMBSHEIM -
Cahier des Prescriptions Communes (CPC)

7.7 Limitation des nuisances causées aux riverains

7.7.1 Niveau acoustique des engins :

La directive européenne 2000/14/CE relative aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments impose l'affichage de la puissance acoustique (LWA) de la machine.

L'arrêté du 22 mai 2006 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments fixe les niveaux admissibles suivants :

TYPE MATERIEL	PUISSANCE NETTE INSTALLÉE P, en kW Puissance électrique P_{el} (1), en kW Masse m de l'appareil, en kg Largeur de coupe L, en cm	NIVEAU ADMISSIBLE de puissance acoustique, en dB/1 pW (2)	
		Phase 1 à compter du 03/01/2002	Phase 2 à compter du 03/01/2006 (3)
Engins de compactage (rouleaux compacteurs vibrants et plaques et pilonneuses vibrantes)	$P \leq 8$	108	105
	$8 < P \leq 70$	109	106
	$P > 70$	$89 + 11 \log P$	$86 + 11 \log P$
Bouteurs sur chenilles, chargeuses sur chenilles, chargeuses-pelleteuses sur chenilles	$P \leq 55$	106	103
	$P > 55$	$87 + 11 \log P$	$84 + 11 \log P$
Bouteurs, chargeuses, chargeuses-pelleteuses sur roues, tombereaux, niveleuses, compacteurs de remblais et de déchets, de type chargeuse, chariots élévateurs en porteà-faux à moteur à combustion interne, grues mobiles (4), engins de compactage (rouleaux compacteurs non vibrants), finisseurs, groupes de puissance hydraulique.	$P \leq 55$	104	101
	$P > 55$	$85 + 11 \log P$	$82 + 11 \log P$
Pelles, monte-matériaux, treuils de chantier, motobineuses	$P \leq 15$	96	93
	$P > 15$	$83 + 11 \log P$	$80 + 11 \log P$
Brise-béton, marteaux-piqueurs à main	$m \leq 15$	107	105
	$15 < m \leq 30$	$94 + 11 \log m$	$92 + 11 \log m$
	$m \geq 30$	$96 + 11 \log m$	$94 + 11 \log m$

Construction d'un Pôle VNF à GAMBSHEIM -
Cahier des Prescriptions Communes (CPC)

TYPE MATERIEL	PUISSANCE NETTE INSTALLÉE P, en kW Puissance électrique Pel (1), en kW Masse m de l'appareil, en kg Largeur de coupe L, en cm	NIVEAU ADMISSIBLE de puissance acoustique, en dB/1 pW (2)	
		Phase 1 à compter du 03/01/2002	Phase 2 à compter du 03/01/2006 (3)
Grues à tour		98 + log P	96 + log P
Groupes électrogènes de soudage, groupes électrogènes de puissance	$P_{el} \leq 2$	97 + log Pel	95 + log Pel
	$2 < P_{el} \leq 10$	98 + log Pel	96 + log Pel
	$P_{el} > 10$	97 + log Pel	95 + log Pel
Motocompresseurs	$P \leq 15$	99	97
	$P > 15$	97 + 2 log P	95 + 2 log P
Tondeuses à gazon, coupe-gazon, coupebordures	$L \leq 50$	96	94
	$50 < L \leq 70$	100	98
	$70 < L \leq 120$	100	98
	$L > 120$	105	103

(1) La puissance électrique Pel est égale :

- pour les groupes électrogènes de soudage, au courant de soudage conventionnel multiplié par le voltage de charge conventionnel pour la plus faible valeur du taux de travail donnée par le fabricant ;
- pour les groupes électrogènes de puissance, à l'énergie primaire selon la norme NF ISO 8528-1, septembre 1994, point 13.3.2.

(2) Le niveau de puissance acoustique admissible est arrondi au nombre entier le plus proche (pour moins de 0,5, à l'entier inférieur ; pour 0,5 ou plus, à l'entier supérieur)

(3) Les niveaux de puissance acoustique admissibles prévus pour la phase 2 ne sont pas applicables aux types de matériels suivants :

- rouleaux compacteurs à conducteur à pied ;
- plaques vibrantes (> 3 kW) ;
- pilonneuses vibrantes ;
- boteurs (sur chenilles d'acier) ;
- chargeuses (sur chenilles d'acier > 55 kW) ;
- chariots élévateurs en porte-à-faux à moteur à combustion interne ;
- finisseurs équipés d'une poutre lisseuse comportant un dispositif de compactage ;
- brise-béton et marteaux-piqueurs à main à moteur à combustion interne ($15 < m < 30$) ;
- tondeuses à gazon, coupe-gazon/coupe-bordures, à l'exception des matériels dont la largeur de coupe est comprise entre 50 cm et 70 cm ($50 < L \leq 70$).

Les niveaux de puissance acoustique admissibles prévus pour la phase 1 restent applicables à ces types de matériels.

(4) Les niveaux de puissance acoustique admissibles des grues mobiles monomoteurs prévus pour la phase 2 sont applicables à compter du 3 janvier 2008. Les niveaux de puissance acoustique admissibles prévus pour la phase 1 restent applicables à ce type de matériels jusqu'à cette date.

Construction d'un Pôle VNF à GAMBSHEIM -
Cahier des Prescriptions Communes (CPC)

Le niveau acoustique des engins de chantier peut être réduit :

- en entretenant et renouvelant le parc d'équipements. Tout matériel mal entretenu finit par faire du bruit (usure des pièces, apparition de jeux fonctionnels plus importants dans les mouvements des pièces, vétusté des joints caoutchouc, etc.).

- en utilisant le matériel à bon escient et en appliquant les consignes d'utilisation (fermer le capot d'un compresseur insonorisé avant de le faire fonctionner, couper le moteur d'un engin qui doit rester à l'arrêt un certain temps, etc.).

- en choisissant des procédés ou outils moins bruyants par exemple :

- limiter l'utilisation des outils pneumatiques, remplacés par des outils électriques (moins bruyants),
- utiliser des lames de scie silencieuses,
- équiper des godets des centrales à béton de plaques caoutchoutées (diminution des bruits de chocs),
- modifier le système de serrage des banches (les papillons serrés à coup de marteau sont remplacés par des écrous serrés et desserrés à la main),
- nettoyer les banches immédiatement après le décoffrage (pour éviter les chocs nécessaires au décollement des bétons après séchage),
- utiliser du béton autoplaçant (pour éviter l'utilisation des aiguilles vibrantes provoquant du bruit dès qu'elles touchent les coffrages),
- utiliser des éléments préfabriqués,
- remplacer une circulation de nombreux camions-toupie par la mise en place d'une centrale à béton fixe insonorisée, etc.

En ce qui concerne les brise-béton, les modèles recommandés par l'INRS et la CRAM seront obligatoires (anti-vibratiles et insonorisés).

Le personnel sera également sensibilisé quant au risque pour leur propre santé d'une exposition à un niveau sonore élevé, il est important que les entreprises mettent à disposition des protections auditives (équipement de protection individuel).

7.7.2 Niveau acoustique en limite de chantier :

Les entrepreneurs du bâtiment seront tenus de respecter les lois, règlements ainsi que les arrêtés de la ville de Strasbourg/EMS, afférents à la protection de l'environnement pendant toute la durée du chantier. Toutes les dispositions qui leur seront imposées par le maître d'ouvrage ou les administrations pour le respect de ces textes seront à la charge des entrepreneurs.

Pendant la période de préparation, les entrepreneurs étudieront sur le plan de chantier les conséquences sonores des implantations des machines et engins et prendront toutes dispositions nécessaires.

Tous les travaux produisant des niveaux sonores élevés devront être préalablement déclarés au maître d'œuvre / OPC en précisant leur durée.

Les entreprises devront notamment :

- éviter au maximum les reprises au marteau piqueur sur du béton sec ;
- utiliser pour la découpe d'autres appareils moins bruyants, comme des scies à lame ;
- éviter les chutes de matériels quels qu'ils soient ;
- préférer les engins hydrauliques aux électriques, eux-mêmes préférés à leur équivalent pneumatiques ;
- avoir recours à une liaison radio ou téléphone depuis le sol avec le grutier.

Construction d'un Pôle VNF à GAMBSHEIM -
Cahier des Prescriptions Communes (CPC)

7.7.3 Limitation des émissions de poussières et de boue :

La voirie publique hors emprise du chantier permettant l'accès au site devra être maintenue en parfait état de propreté.

Des arrosages réguliers du sol extérieur seront pratiqués si nécessaire afin d'éviter la production de poussières.

Le matériel de ponçage utilisé sera muni d'un aspirateur. Les travaux de ponçage ou de découpe ne pourront avoir lieu à l'intérieur afin de limiter les émissions de poussières et de particules. La découpe du polystyrène sera effectuée à la guillotine à fil chaud pour éviter la propagation de particules.

7.8 Limitation des pollutions de proximité

Tout rejet dans le milieu naturel est formellement interdit. De même le rejet à l'égout de peintures, solvants ou autres produits chimiques est totalement prohibé. L'entreprise prend les dispositions permettant d'éviter ce type de rejet (récupération et enlèvement par un repreneur agréé pour les huiles usagées notamment).

Les huiles de décoffrage utilisées pour le chantier doivent être 100% naturelles et biodégradables.

Tout feu est strictement interdit sur le chantier.

Le lot Gros œuvre mettra en place et assurera l'entretien d'une aire de nettoyage des toupies à béton. En particulier, une fosse de décantation des eaux polluées devra être mise en place et entretenue.

Conformément à la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006, le nettoyage des outils ayant servi à effectuer des travaux de peinture sera réalisé par une machine spécifique visant à réduire ou supprimer les rejets polluants.

Une zone de rétention pour les produits potentiellement polluants tels que les huiles, lubrifiants et détergents sera mise en place.

Les entreprises se devront d'entretenir et de réviser les engins de chantier correctement (réglage CO2, pas de fuite d'huile ou d'hydrocarbures, pneumatiques non usés) pour éviter toute immobilisation sur le chantier, préjudiciable au déroulement des opérations et pouvant générer des émanations polluantes.

Il est rappelé aux entreprises que le site est impacté par le PPRI de la Ville de Strasbourg et par une nappe phréatique peu profonde.

7.9 Limitation des risques sur la santé liés aux produits et matériaux

Pour tout produit ou technique faisant l'objet d'une fiche de données sécurité (FDS), celle-ci devra être fournie à l'arrivée sur le chantier et les prescriptions inscrites sur les fiches de données sécurité devront être respectées.

Pour rappel, les produits potentiellement polluants seront stockés et protégés dans une zone de rétention afin de ne pas contaminer l'environnement (cf point 8).

Construction d'un Pôle VNF à GAMBSHEIM -
Cahier des Prescriptions Communes (CPC)

7.10 Limitation des risques consommations des ressources

Des compteurs seront installés et un suivi des consommations d'eau, d'électricité et d'énergie sur chantier sera effectué par le responsable chantier à faible impact environnemental de manière hebdomadaire.

7.11 Gestion et collecte sélective des déchets

7.11.1 Limitation des volumes et quantités de déchets :

Une stratégie de limitation de la production de déchets sur site est menée :

- par le choix de systèmes constructifs (composants préfabriqués, calepinage...) générateurs de moins de déchets, (exemple : revêtements de sols)
- en créant des partenariats avec les fournisseurs.

Les chutes de bois sont limitées par le retour aux fournisseurs des palettes de livraison.

Les emballages sont contrôlés par l'entreprise dès la passation des marchés avec ses fournisseurs.

Les pertes et les chutes sont réduites par une optimisation des modes de conditionnement.

Chaque entreprise devra établir la liste estimative de la nature et les quantités de déchets produits selon l'avancement du chantier. De plus l'entreprise devra donner des informations quant au mode retenu pour l'élimination des déchets selon les classifications officielles et l'estimation coût.

7.11.2 Gestion des déchets de chantier :

7.11.2.1 Modalités de la collecte

GESTION VIA DES BENNES

L'objectif de la collecte est de favoriser la valorisation des déchets du chantier (réutilisation, recyclage, valorisation énergétique), de limiter la mise en décharge aux seuls déchets résiduels non valorisables.

Pour la collecte et le tri des déchets de chantier, des bennes seront mises en place sur le chantier avec une signalétique claire via des pictogrammes.

Les bennes de stockage et de collecte des déchets sont les suivantes :

- benne pour les déchets inertes (béton / ciment, maçonnerie, brique)
- benne pour le bois (traité ou non)
- benne pour la ferraille
- benne pour les emballages
- benne pour les autres déchets non dangereux et non inertes (type DIB en mélange)
- conteneur déchets dangereux solides
- conteneur déchets dangereux liquides.

L'obligation de collecte, du tri complémentaire et d'acheminement vers les filières de valorisation, à l'échelle locale, pour les déchets suivants :

- bétons et gravats inertes : concassage, triage, calibrage
- déchets métalliques : ferrailleur
- bois : tri entre bois traités et non traités, recyclage des bois non traités
- déchets verts : compostage
- plastiques : tri et, selon le plastique, broyage et recyclage en matière première ou incinération
- peintures et vernis : tri et incinération.

Seuls les déchets résiduels non valorisables seront acheminés vers le Centre d'Enfouissement Technique

Construction d'un Pôle VNF à GAMBSHEIM -
Cahier des Prescriptions Communes (CPC)

(CET) adapté au type de déchet.

Les entreprises sont responsables du tri des déchets en fonction des filières d'élimination choisies et de leur acheminement jusqu'aux aires centrales de collecte. La mise à disposition des bennes, leur acheminement jusqu'aux lieux de valorisation ou aux CET adéquats, ainsi que les frais de CET sont à la charge du compte prorata.

Afin de faciliter le repérage, il sera prévu une signalétique des conteneurs à la fois par des couleurs et des logos et échantillons des produits acceptés dans chaque conteneur.

Le nombre et le volume des conteneurs pourront être variables en fonction de l'avancement du chantier et de la nature des déchets produits.

À chaque enlèvement de conteneur, un bordereau de suivi de gestion des déchets (format réglementaire) sera complété. L'original du bordereau accompagne le déchet depuis l'émetteur du bordereau jusqu'à l'installation de transformation ou de traitement. L'exploitant de l'installation de transformation ou de traitement retourne une copie du bordereau à l'émetteur après avoir réceptionné le déchet dans son installation. Puis il retourne une nouvelle copie de ce bordereau après avoir réalisé la transformation ou le traitement.

Le gestionnaire du compte prorata est chargé de la mise en place des bennes et de leur gestion et leur enlèvement, et transmettra à la maîtrise d'œuvre les bordereaux de suivi des déchets.

7.11.2.2 Traçabilité des déchets :

Le gestionnaire compte prorata devra transmettre 100 % des bordereaux de suivi des déchets à la maîtrise d'œuvre (y compris déblais/remblais).

7.12 Engagement de l'entreprise

Il est rappelé que les entreprises, lors de la remise de leur offre, s'engagent par un mémoire sur leurs engagements environnementaux.

Ces engagements seront contrôlés sur chantier.

7.13 Mesures coercitives

Le non-respect des engagements contenus dans la présente charte engendrera automatiquement l'application des mesures coercitives détaillées dans le CCAP.

Construction d'un Pôle VNF à GAMBSHEIM -
Cahier des Prescriptions Communes (CPC)

ANNEXES

ANNEXE 1 : LISTE DES TEXTES APPLICABLES

• Textes réglementaires

CHANTIER		Code du Travail relatif à la protection des travailleurs contre le bruit sur les chantiers.
CHANTIER	72-04-11	Arrêté du 11 avril 1972 relatif aux émissions sonores des matériels et engins de chantier.
CHANTIER	77-03-08	Décret n°77-254 du 8 mars 1977 relatif au déversement des huiles et lubrifiants neufs ou usagers dans les eaux superficielles, souterraines et de mer.
CHANTIER	79-11-21	Décret n°79-981 du 21 novembre 1979 concernant les détenteurs d'huiles minérales ou synthétiques usagées.
CHANTIER	92-07-13	Loi n°92-646 du 13 juillet 1992 (modifiant la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux).
CHANTIER	92-12-31	Loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit.
CHANTIER	94-07-13	Décret n°94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages
CHANTIER	95-01-23	Décret d'application n°95-79 du 23 janvier 1995 concernant les objets bruyants et les dispositifs d'insonorisation.
CHANTIER	95-04-18	Code de la Santé Publique. Décret n°95-408 du 18 avril 1995 relatif à la lutte contre les bruits du voisinage.
CHANTIER	96-02-07	Décret n°96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.
CHANTIER	97-05-12	Arrêtés du 12 mai 1997 fixant les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier
CHANTIER	03-02-06	Directive no 2003/10/CE du 6 février 2003 relatif aux prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques

• Réglementation sur le bruit des engins de chantier

• Loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 dite " Loi Bruit " avec ses décrets et arrêtés d'application parus, relative à la lutte contre le bruit (un arrêté devant encadrer la production de bruit sur les chantiers et fixant des limites réglementaires est en préparation au Ministère de l'Environnement).

• Décret du 18 avril 1995 sur la lutte contre les bruits de voisinage. Les sanctions prévues par ce décret peuvent être prises à l'encontre de l'entreprise lorsqu'il est porté atteinte à la tranquillité des riverains. Les conséquences pécuniaires de ces sanctions sont entièrement à la charge de l'entrepreneur sanctionné.

• Arrêtés du 12 mai 1997 ou arrêtés du 02 janvier 1986 et du 18 septembre 1987 pour les matériels mis sur le marché avant l'entrée en vigueur de ces textes, obligeant notamment à l'étiquetage des performances acoustiques des matériels de chantier homologués ;

• Arrêté du 11 avril 1972 relatif aux bruits aériens des moteurs à explosion ou à combustion interne de certains engins de chantiers et bruits aériens des groupes motocompresseurs.

• Arrêté du 4 novembre 1975 relatif aux brise-béton et marteaux piqueur ;

• Arrêté du 26 novembre 1975 relatif aux groupes électrogènes de soudage ;

• Arrêté du 10 décembre 1975 relatif aux groupes électrogènes de puissance, remplacé à compter du 26 mars 1986 par des arrêtés du 2 janvier 1986 ;

Construction d'un Pôle VNF à GAMBSHEIM -
Cahier des Prescriptions Communes (CPC)

- Arrêtés du 2 janvier 1986 et du 13 janvier 1988 relatifs aux grues à tour ;
- Arrêté du 18 septembre 1987 relatif aux engins de terrassement.
- L'arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements de santé
- La circulaire du 25 avril 2003 relatif à l'application de la réglementation acoustique des bâtiments autres que d'habitation
- Le décret n°95-20 du 9 janvier 1995 pris pour l'application de l'article L111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements
- L'arrêté du 30 mai 1996 relatif au classement des infrastructures de transport terrestre et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit
- L'arrêté préfectoral du 31/08/1998 relatif au classement sonore des infrastructures de transports terrestres routières et l'arrêté préfectoral du 22/09/98 relatif au classement sonore des infrastructures de transports terrestres ferroviaires
- L'arrêté du 6 octobre 1978 modifié relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur
- L'arrêté du 5 décembre 2006 relatif aux modalités de mesurage des bruits de voisinage
- Le décret n°2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le code de la santé publique

- Le décret n°2006-892 de 19 juillet 2006 relatif aux prescriptions de sécurité et de santé applicables en cas d'exposition des travailleurs aux risques dus au bruit et modifiant le code du travail.
- L'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
- L'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.

Construction d'un Pôle VNF à GAMBSHEIM -
Cahier des Prescriptions Communes (CPC)

• **Réglementation sur les déchets**

- Code de l'Environnement, de l'Urbanisme, du Travail ;
- Loi n°75-633 du 15 juillet 1975, relative à l'élimination des déchets et récupération des métaux ;
- Loi n°76-633 du 19 juillet 1976, relative aux Installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Loi n°92-646 du 13 juillet 1992, relative à l'élimination des déchets et installations classées pour la protection de l'environnement ;
- loi n°95-101 du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement ;
- Le décret du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballages industriels et commerciaux ;
- Le décret du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets ;
- Circulaire du Ministère de l'Environnement du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics ;
- Les règles de sécurité éditées par le Ministère du Travail.

à....., le.....

L'Entrepreneur : (Mention « lu et approuvé »)

Nom, Qualité & Signature(s) du(des) candidat(s) (représentant(s) habilité(s) pour signer le marché)